

Programme Progressiste pour l'Europe

Questionnaire-cadre pour l'élaboration du pilier IV

Travail, Emploi, Protection Sociale

MODE D'EMPLOI

Si nous voulons créer une dynamique citoyenne et politique suffisamment forte pour s'opposer simultanément aux politiques austéritaires et aux régressions nationalistes et pour être à même de mettre en œuvre notre stratégie de désobéissance constructive, il est indispensable que nous puissions proposer aux travailleurs européens un programme alternatif qui mette la justice sociale et la réduction des inégalités au cœur de notre nouveau projet pour l'Europe.

Ce document est une base de travail pour l'élaboration collective de ce pilier par les membres de DiEM25. Il est fait pour être discuté, complété, amendé et modifié par les DSC et les membres du mouvement. Conformément au processus défini dans les principes d'organisation, il devra être discuté au sein des DSC, dont les contributions seront synthétisées dans un livre blanc qui fera finalement l'objet d'un vote par les membres.

Les principes qui guideront l'élaboration du pilier travail, emploi et protection sociale découlent du manifeste de DiEM25 et sont dans le prolongement du New Deal Economique proposé par DiEM25 et en cohérence avec son contenu, notamment la section 2.4.

Dans le même temps que nous affinerons ces mesures qui, in fine, contribueront à transformer radicalement la société, il sera donc nécessaire, pour chacun des domaines de ce pilier, de définir les étapes qui nous mèneront de la situation actuelle à celle que nous souhaitons, d'en identifier les conditions de réussite, et de penser les stratégies qui nous permettront de les atteindre, ainsi que les étapes nécessaires pour nous mener de la situation actuelle à celle que nous souhaitons.

Ces mesures et les stratégies de leur mise en œuvre devront être discutées avec les parties prenantes : organisations représentatives des salariés, des employeurs, des structures et des groupes sociaux concernés.

MÉTHODE

Pour chacun des objectifs et sous-objectifs listés ci-dessous, il faudra :

- Proposer des mesures précises, concrètes et argumentées,
- Penser en termes de stratégie/ processus d'harmonisation et de convergence au niveau européen,
- Définir les mesures qui peuvent être mises en œuvre immédiatement, à court, moyen et long terme, les étapes pour y parvenir, et les transitions
- Proposer des stratégies de mise en œuvre et des partenaires/alliés potentiels,
- Identifier les organisations et/ou personnes ressources pour affiner ces questions.

CALENDRIER

Conformément aux principes définis pour l'élaboration des piliers du programme, le processus d'élaboration du pilier Travail comportera plusieurs phases :

- La rédaction, la traduction et la diffusion d'un questionnaire-cadre auprès des DSC et des membres (fin avril 2018)
- La constitution de l'équipe de coordination du pilier et de rédaction du livre blanc (mai 2018)
- Une période de réflexion au sein des DSC et du réseau qui aboutira à des contributions pour enrichir et approfondir le pilier. Cette période comportera des échanges et des débats (éventuellement des ateliers) sur les différentes mesures et sur les stratégies à suivre. Cette période permettra aussi de consulter et de discuter avec les parties prenantes : organisations représentatives des salariés, des employeurs, des structures et des groupes sociaux concernés dans les différents pays. Durant cette période, l'équipe de coordination du pilier sollicitera aussi des personnes ressources spécialistes des différents thématiques du pilier pour apporter leur expertise. (mai - juin 2018)
- Au fur et à mesure des envois des contributions, l'équipe de coordination compilera et analysera les propositions, ainsi que les contributions des experts. Une première synthèse sera réalisée et diffusée (début juillet 2018)
- Une seconde période permettra de recueillir les réactions et commentaires des DSC et des membres (juillet – août 2018)
- La rédaction et la publication du livre blanc du pilier Travail (août - septembre 2018)
- Le vote sur le livre blanc (fin septembre 2018)
- Un évènement européen de présentation publique du livre blanc (octobre 2018)

PRÉAMBULE

Le sous-emploi, la précarité, l'absence de perspectives, l'incertitude sur leur avenir et la peur du chômage, sont, avec la faiblesse de leur pouvoir d'achat, les principaux problèmes qui pèsent sur la vie d'un très grand nombre d'européens. De fait, près d'un quart de la population de l'Union Européenne est exposée au risque de pauvreté. Dans ce contexte, de nombreux européens expriment leur méfiance vis-à-vis de l'Union, voire la rejettent franchement. Ils ont le sentiment – souvent à juste titre – que les régressions sociales mises en œuvre ces dernières années viennent des choix politiques européens, notamment la « flexibilisation » du marché du travail (à titre d'exemple, en France, la loi travail dite « El Khomri » et les « ordonnances Macron » sont la transcription d'une note de recommandations du Conseil Européen de juillet 2015). Ce ressentiment est habilement exploité par la droite anti-européenne et l'extrême-droite qui se sont découvert récemment une sensibilité sociale et ont investi ce domaine abandonné par la gauche dite « de gouvernement ».

Ce programme a pour but de proposer aux citoyens européens un projet alternatif ambitieux, concret et crédible, et des politiques sociales européennes visant à promouvoir la justice sociale, la réduction des inégalités, et la protection des travailleurs et des précaires.

Ce programme pourra être qualifié d'utopie, mais **cette utopie est du réalisme à long terme**, et c'est l'idée que l'on peut maintenir durablement le système actuel qui est utopique. Certaines des mesures proposées ne pourront être mises en œuvre qu'à moyen ou long terme, mais elles font système et sont nécessaires si nous voulons pour nos enfants et petits-enfants une société plus juste et plus vivable pour tous.

PRINCIPES ET OBJECTIFS

1. Instaurer la dimension sociale au cœur des principes fondamentaux de l'Union Européenne

- Faut-il introduire dans les traités européens des clauses qui garantissent la prise en compte de la nécessité du progrès social, et qui permettent d'assurer un équilibre entre les objectifs économiques et les priorités sociales ?
 - Faut-il imposer des clauses sociales et environnementales (et de lutte contre l'évasion fiscale) dans les traités commerciaux internationaux ?
 - Faut-il faire de l'équilibre entre la justice sociale, l'économie et la préservation de l'environnement le facteur structurant de la future nouvelle constitution européenne ?
- ⇒ Etes-vous en accord avec cet objectif et ces mesures ?
- ⇒ Y a-t-il d'autres objectifs et/ou mesures à proposer pour atteindre cet objectif ?
- ⇒ Quelles sont les mesures qui pourraient être mises en œuvre à court terme ? A moyen terme ? A long terme ? Avec quelles étapes ?
- ⇒ Quelles initiatives, et avec quels acteurs pour y arriver ?

2. Prendre en compte l'évolution du travail, et repenser les notions de travail, d'activité et d'emploi

- Comment penser l'évolution du travail et des organisations dans le contexte du développement de l'intelligence artificielle, et de l'automatisation ?
 - Faut-il reconnaître et revaloriser les métiers socialement utiles et trop faiblement rémunérés ? Si c'est le cas, comment ?
 - Comment pérenniser et valoriser les métiers fondamentaux nécessaires à la vie des territoires, avec quel modèle économique ?
 - Comment prendre en compte les nouvelles formes de travail et d'emploi, les emplois atypiques ?
 - Faut-il prendre en compte et valoriser les activités socialement utiles non actuellement rémunérées ? Si c'est le cas, lesquelles et comment ?
- ⇒ Quel est votre avis sur cet objectif ?
- ⇒ Y a-t-il d'autres objectifs et/ou mesures à proposer ?
- ⇒ Quelles sont les mesures qui pourraient être mises en œuvre à court terme ? A moyen terme ? Que devrions-nous viser à long terme ?
- ⇒ Quelle démarche/méthode et avec quels acteurs proposez-vous pour y arriver ?

3. Renforcer la protection des travailleurs et harmoniser les pratiques

- Faut-il renforcer le caractère protecteur des contrats de travail, limiter l'usage des contrats précaires, supprimer les contrats léonins (du type « zéro heure ») ?
 - Faut-il étendre la protection aux travailleurs atypiques et indépendants et si oui, comment ?
 - Faut-il renforcer la régulation des licenciements individuels et collectifs et des restructurations ? Faut-il l'harmoniser au niveau européen ?
 - Faut-il améliorer la prise en charge des demandeurs d'emploi et l'accompagnement du retour à l'emploi ? De quelle manière ?
 - Faut-il améliorer l'indemnisation du chômage et l'harmoniser au niveau européen ?
 - Comment peut-on assurer le financement durable de l'indemnisation du chômage ?
 - Faut-il harmoniser et systématiser les règles régissant les congés maternité/paternité ?
 - Faut-il créer des congés d'utilité sociale rémunérés ?
- ⇒ Quel est votre avis sur ces objectifs et sur ces mesures ?
- ⇒ Y a-t-il d'autres objectifs et/ou mesures à proposer ?
- ⇒ Quelles sont les mesures qui pourraient être mises en œuvre à court terme ? A moyen terme ? A long terme ? Avec quelles étapes ?
- ⇒ Quelle démarche/méthode et avec quels acteurs proposez-vous pour y arriver ?

4. Réduire les inégalités dans les rémunérations, les revenus et l'emploi

- Faut-il harmoniser les salaires minimum au niveau européen ?
 - Comment définir un mode de calcul et des critères prenant en compte les disparités économiques et de productivité ?
 - Comment planifier et mettre en œuvre la convergence des salaires minimum entre pays européens (en termes de pouvoir d'achat) ?
 - Comment amener les salaires minimum à un niveau permettant une vie décente et définir un mécanisme pour leur maintien et leur évolution ?
 - Comment organiser la progression du pouvoir d'achat pour les bas revenus et les revenus intermédiaires ?
 - Faut-il réduire l'éventail des salaires dans l'entreprise, la branche et inter-entreprises ? A quel niveau ? De quelle manière ?
 - Comment imposer l'égalité de traitement femmes-hommes en termes de rémunération et d'évolution professionnelle ?
 - Comment organiser l'harmonisation des salaires à qualification égale (travailleurs détachés...) ?
 - Faut-il encadrer strictement les primes et les bonus ; supprimer les stock-options ?
 - Faut-il rééquilibrer les fiscalités (revenus du travail / revenus du capital/revenus du patrimoine), et si oui, comment ?
 - Comment faire disparaître les discriminations liées à l'origine, le sexe et le genre, l'âge, l'orientation sexuelle... ?
- ⇒ Quel est votre avis sur ces objectifs et sur ces mesures ?
- ⇒ Y a-t-il d'autres objectifs et/ou mesures à proposer ?
- ⇒ Quelles sont les mesures qui pourraient être mises en œuvre à court terme ? A moyen terme ? A long terme ? Avec quelles étapes ?
- ⇒ Quelle stratégie/méthode et avec quels acteurs proposez-vous pour y arriver ?

5. Promouvoir une politique européenne de l'emploi

- Faut-il mettre en œuvre la réduction du temps de travail au niveau européen ? De quelle manière ?
 - Comment organiser la convergence des droits et des conditions de travail des travailleurs entre les pays de l'Union (supprimer le dumping salarial, social et fiscal entre états) ?
 - Faut-il mettre en œuvre des politiques actives de l'emploi au niveau européen et créer les conditions pour favoriser la mobilité européenne choisie ?
 - Faut-il systématiser les politiques actives de l'emploi sur les territoires (ex : territoires « zéro chômeur ») ?
 - Quelles politiques faudrait-il mettre en œuvre pour assurer l'accès des jeunes à l'emploi dès la fin de leurs études ?
 - Comment développer l'intégration des travailleurs handicapés ?
 - Comment développer les politiques d'insertion des personnes en difficulté les plus éloignées de l'emploi ?
 - Faut-il créer un observatoire européen du marché du travail ? Avec quelles compétences ?
 - Faut-il renforcer les services publics de l'emploi et développer leurs capacités d'accompagnement des demandeurs d'emploi ?
- ⇒ Quel est votre avis sur ces objectifs et sur ces mesures ?
- ⇒ Y a-t-il d'autres objectifs et/ou mesures à proposer ?
- ⇒ Quelles sont les mesures qui pourraient être mises en œuvre à court terme ? A moyen terme ? A long terme ? Avec quelles étapes ?
- ⇒ Quelle démarche/méthode et avec quels acteurs proposez-vous pour y arriver ?

6. Promouvoir l'évolution professionnelle, l'éducation et la formation

- Comment renforcer les politiques de développement des compétences dans les entreprises et les organisations ?
 - Faut-il développer la formation des demandeurs d'emploi ?
 - Faut-il systématiser la formation tout au long de la vie ? Si c'est le cas, comment ?
 - Faut-il renforcer le droit individuel à la formation et les moyens qui y sont consacrés ?
 - Devrait-on créer un dispositif « seconde chance » permettant aux salariés peu qualifiés de suivre une formation longue ?
 - Faut-il créer un « Erasmus des salariés » qui permette à des salariés de travailler un temps dans un autre pays européen ?
- ⇒ Quel est votre avis sur ces objectifs et sur ces mesures ?
- ⇒ Y a-t-il d'autres objectifs et/ou mesures à proposer ?
- ⇒ Quelles sont les mesures qui pourraient être mises en œuvre à court terme ? A moyen terme ? A long terme ? Avec quelles étapes ?
- ⇒ Quelle démarche/méthode et avec quels acteurs proposez-vous pour y arriver ?

7. Renforcer et harmoniser les systèmes de protection sociale et la prise en charge des précaires

- Faut-il instaurer la couverture santé universelle au niveau européen ?
- Comment garantir à tous les résidents l'accès à un logement décent, à l'eau et à l'énergie ? Avec quel mode de financement ?
- Comment garantir à tous les enfants les conditions sanitaires et sociales qui leur permettent un développement harmonieux, l'accès à l'éducation et la socialisation ?

- Faut-il développer un système de retraites européen harmonisé garantissant un niveau de vie décent ? Avec quel mode de financement ?
 - Faut-il instaurer des minima sociaux assurant des conditions de vie décentes (en attendant la mise en œuvre du revenu/dividende universel) ? Si oui, à quel niveau ? Avec quel financement ?
 - Comment améliorer l'aide aux personnes dépendantes et la prise en charge de la grande vieillesse ?
 - Comment mieux prendre en charge la grande précarité (SDF, toxicomanes...) ?
 - Faut-il organiser la convergence des modes de protection entre pays européens ? De quelle manière ? A quelle échéance ?
- ⇒ Quel est votre avis sur cet objectif et sur ces mesures ?
 - ⇒ Y a-t-il d'autres objectifs et/ou mesures à proposer ?
 - ⇒ Quelles sont les mesures qui pourraient être mises en œuvre à court terme ? A moyen terme ? A long terme ? Avec quelles étapes ?
 - ⇒ Quelle démarche/méthode et avec quels acteurs proposez-vous pour y arriver ?

8. Rééquilibrer les rapports entre les parties prenantes (employeurs et salariés)

- Faut-il renforcer et systématiser le dialogue social et la négociation collective au niveau européen, national, territorial et dans les entreprises et les organisations ? Comment ?
 - Faut-il améliorer la représentation des salariés et des employeurs et en harmoniser les règles au niveau européen ?
 - Faut-il redéfinir les niveaux de négociation et la hiérarchie des normes ?
 - Faut-il favoriser le développement et renforcer le rôle des organisations syndicales de salariés et leur coordination au niveau européen ?
- ⇒ Quel est votre avis sur cet objectif et sur ces mesures ?
 - ⇒ Y a-t-il d'autres objectifs et/ou mesures à proposer ?
 - ⇒ Quelles sont les mesures qui pourraient être mises en œuvre à court terme ? A moyen terme ? A long terme ? Avec quelles étapes ?
 - ⇒ Quelle démarche/méthode et avec quels acteurs proposez-vous pour y arriver ?

9. Développer la démocratie dans la gouvernance des entreprises, des organisations et des administrations ; promouvoir les nouvelles formes de sociétés et organisations coopératives et participatives

- Faut-il renforcer la participation des salariés à la gouvernance des entreprises , Et notamment :
 - Faut-il renforcer le rôle des Comités d'Entreprise (et Comités d'Entreprise Européens) ?
 - Faut-il instaurer la parité des représentants des salariés dans les conseils d'administration ?
 - Comment améliorer le partage des richesses créées au sein de l'entreprise ?
- Faut-il assurer la parité femmes/hommes dans les instances dirigeantes des entreprises et des organisations ?
- Faut-il promouvoir le modèle coopératif : sociétés coopératives et participatives (SCOP) de production et de distribution, et l'Economie Sociale et Solidaire ?
- Faut-il faciliter la création des sociétés et organisations à objet social étendu : Benefit Corporation (US), Société à Finalité Sociale (B), Community Interest Company (UK), Société Coopérative d'Intérêt Collectif (FR)... ?
- Comment faire évoluer le droit des sociétés en vue de la mise en œuvre du dividende universel ?
 - ⇒ Quel est votre avis sur ces objectifs et sur ces mesures ?
 - ⇒ Y a-t-il d'autres objectifs et/ou mesures à proposer ?
 - ⇒ Quelles sont les mesures qui pourraient être mises en œuvre à court terme ? A moyen terme ? A long terme ? Avec quelles étapes ?
 - ⇒ Quelle démarche/méthode et avec quels acteurs proposez-vous pour y arriver ?

10. Instaurer la régulation dans les échanges économiques et la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, des organisations et des administrations

- Faut-il imposer la responsabilité économique, sociale et environnementale des donneurs d'ordre vis-à-vis des sous-traitants et fournisseurs, au niveau européen et dans les échanges internationaux (accords-cadres internationaux) ?
- Faut-il organiser et réguler l'équilibre économique entre acteurs des chaînes de valeur ? De quelle manière ?
- Faut-il intégrer les dimensions sociales et environnementales dans les critères de performance, d'évaluation et de notation des entreprises, des organisations et des administrations ?
- Faut-il systématiser la gestion des biens communs et des services d'intérêt général par des structures à but non-lucratif ? Développer l'approche des communs ?
- Faut-il introduire dans les marchés publics des clauses et des critères précis de responsabilité sociale, environnementale et fiscale (prévention de l'évasion fiscale), incluant les pratiques dans les pays hors d'Europe ?
- Faut-il systématiser la transparence sur les activités des entreprises, des organisations et des administrations, et mettre en place des méthodes et moyens efficaces de lutte contre la corruption notamment dans le cadre de leurs activités internationales ?
 - ⇒ Quel est votre avis sur ces objectifs et sur ces mesures ?
 - ⇒ Y a-t-il d'autres objectifs et/ou mesures à proposer ?
 - ⇒ Quelles sont les mesures qui pourraient être mises en œuvre à court terme ? A moyen terme ? A long terme ? Avec quelles étapes ?

⇒ Quelle démarche/méthode et avec quels acteurs proposez-vous pour y arriver ?

11. Mettre en œuvre des politiques systématiques d'intégration des réfugiés et migrants

- Comment organiser l'accès à l'emploi, la formation, l'accès à l'éducation et la couverture santé des réfugiés et migrants ?
- Comment mettre en place des dispositifs et parcours d'intégration à la hauteur des besoins ?
- Faut-il systématiser la régularisation des personnes travaillant sur le territoire européen ?
- Comment renforcer la lutte contre le travail non déclaré ?

⇒ Quel est votre avis sur cet objectif et sur ces mesures ?

⇒ Y a-t-il d'autres objectifs et/ou mesures à proposer ?

⇒ Quelles sont les mesures qui pourraient être mises en œuvre à court terme ? A moyen terme ?

⇒ Quelle démarche/méthode et avec quels acteurs proposez-vous pour y arriver ?